

Point de vue du CIO Rapport spécial

Une COP
équitable –
Plongée dans
cinq axes de
progrès au service
du climat

Investment Solutions

27 octobre 2021

Durant les derniers jours précédant la COP26, nous explorons cinq domaines où des progrès peuvent être réalisés lors des négociations sur le climat: passer de la promesse «zéro émission nette» à la mise en œuvre effective, se détourner de l'utilisation du pétrole et du gaz, fixer un prix équitable pour le carbone, convenir de cadres d'investissement communs et utiliser la nature en tant qu'alliée vers la neutralité carbone.



Stéphane Monier
Chief Investment Officer, Lombard Odier Private Bank

Points clés

- Traduire les objectifs de neutralité carbone en actions concrètes est un exercice complexe. L'industrie du transport aérien illustre bien les défis à relever. La Suède a bien progressé en matière de réduction des émissions, et l'Islande en matière de capture de CO₂
- La crise énergétique actuelle montre à quel point la transition vers l'abandon des combustibles fossiles peut s'avérer déstabilisante et souligne la nécessité d'une gestion prudente
- La COP26 offre l'occasion unique de faire progresser un prix du carbone équitable et mondial
- Nous accueillerions avec satisfaction l'adoption des recommandations de la TCFD au niveau mondial. La déclaration obligatoire des risques liés au climat – à l'instar des grands fonds de pension britanniques – et les mesures prises par les banques centrales pour inclure les risques climatiques dans leur cadre de politique monétaire, devraient être étendues
- L'établissement d'un prix équitable pour l'exploitation des ressources naturelles et le développement du rôle de la nature dans la capture des émissions de carbone sont des domaines sous-explorés dans la transition vers une économie à zéro émission nette.

Sommaire

1. Passer des objectifs zéro émission nette aux actions concrètes p. 2
2. Se détourner du pétrole et du gaz p.4
3. Les marchés du carbone p.6
4. Mesurer la soutenabilité, combattre le greenwashing p.8
5. S'appuyer sur la nature – notre meilleure alliée vers la neutralité carbone p.10

Informations importantes: Veuillez lire les informations importantes figurant à la fin du document.

Publication hebdomadaire de Lombard Odier – Investment Solutions, investment-solutions@lombardodier.com

Données au 27 octobre 2021 sauf indication contraire.

Lombard Odier · Point de vue du CIO · 27 octobre 2021

1

Passer des objectifs zéro émission nette aux actions concrètes

Ce mois, les compagnies aériennes mondiales se sont engagées à atteindre la [neutralité carbone d'ici 2050](#), une étape importante pour l'un des secteurs les plus difficiles à décarboniser au monde. Pourtant, le passage de l'intention à un plan d'action concret reste vague. La feuille de route de l'Association du transport aérien international (IATA) repose sur l'utilisation de technologies naissantes, comme les avions électriques ou à hydrogène, avec 65% des réductions d'émissions provenant de l'utilisation de carburants durables (où la demande annuelle dépasserait l'offre selon un facteur de 4'500 environ), le reste étant issu de systèmes de compensation carbone. Pourtant, loin d'être un cas unique, les compagnies aériennes sont confrontées au même défi que nombre d'autres secteurs dans le monde: la difficulté de traduire leurs engagements en mesures crédibles en faveur de l'objectif « zéro émission nette ». Pour les investisseurs, des avancées réelles dans ce domaine sont essentielles.

Selon nos estimations, quelque 80 % de l'économie mondiale est désormais couverte par des objectifs de neutralité carbone, ce qui suggère un certain optimisme quant à la réalisation des objectifs de l'Accord de Paris visant à limiter le réchauffement climatique futur à 1,5°C. Pourtant, la stratégie et les plans d'action pour y parvenir, y compris les directives politiques et les stratégies détaillées des entreprises, manquent de clarté. Dans

~80%

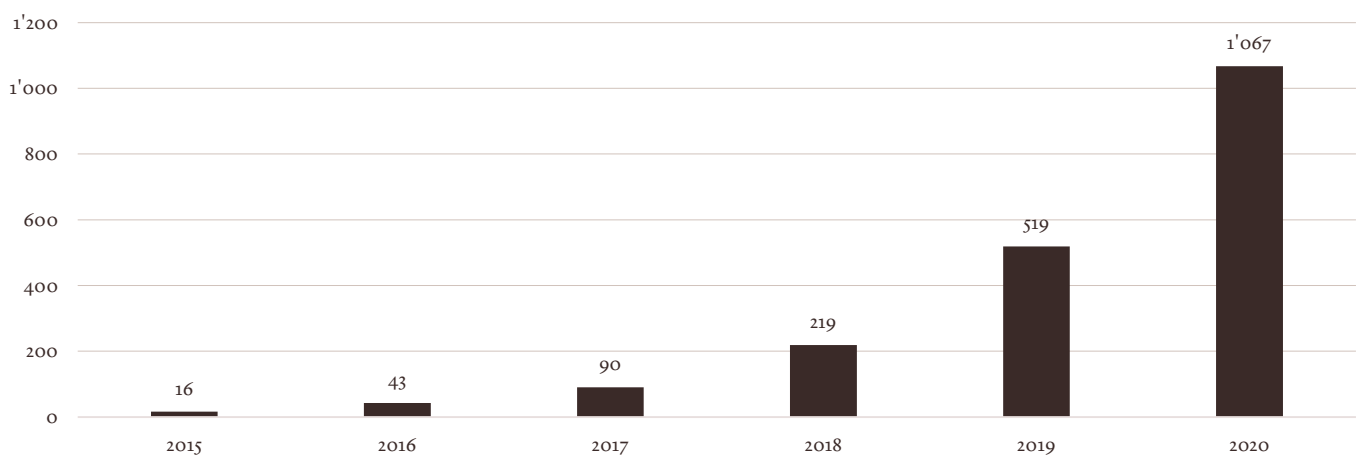
de l'économie mondiale
couverte par des objectifs
de neutralité carbone

[son dernier rapport](#), publié en août 2021, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) estime que nous pourrions déjà atteindre ce 1,5°C en 2030. Selon nos calculs, l'augmentation implicite de température due à l'activité des entreprises composant l'indice MSCI World est de 2,9°C. Il est donc difficile pour les investisseurs de déployer des capitaux à grande échelle dans une optique de « zéro émission nette ».

La COP26 se concentrera sur les plans d'action des pays. Dans ce domaine, les progrès sont inégaux et dépendent entre autres du niveau de développement, de la dépendance aux combustibles fossiles et de l'exposition aux risques physiques du changement climatique. Les pays en développement font valoir qu'ils ne devraient pas être soumis aux mêmes pressions et délais que les pays développés. Nous pensons que les priorités

1. Décollage

Evolution du nombre d'entreprises qui se fixent des objectifs scientifiquement fondés



Source: Science-Based Targets

de la COP26 seront de fixer des cibles intermédiaires crédibles en matière de réduction des émissions, d'élaborer des plans de relance verte et des projets d'infrastructures (comprenant des partenariats public-privé), de fournir des lignes directrices plus claires sur la politique choisie pour atteindre les objectifs «zéro émission nette» et de mettre à disposition le soutien réglementaire nécessaire pour renforcer ces ambitions.

La trajectoire vers la neutralité carbone implique¹ de combiner deux éléments: la réduction des émissions et la création de systèmes de compensation carbone de qualité. Nous pensons que l'accent doit être mis sur le premier, le second visant l'élimination du carbone à long terme. Les progrès de la Suède sur le premier point sont impressionnants, le pays s'étant engagé par la loi à atteindre l'objectif «zéro émission nette» d'ici 2045, après avoir dépassé avec huit ans d'avance ses objectifs d'énergie renouvelable pour 2020. De son côté, l'Islande a progressé sur le second objectif, notamment grâce à la plus grande installation au monde [capable de retirer le CO2 de l'atmosphère pour le transformer en roche](#).

Nous pensons qu'une adaptation planifiée et une réévaluation des actifs dans le cadre d'une collaboration entre les secteurs public et privé, sont essentielles pour éviter des chocs soudains qui menaceraient les industries, les gouvernements et les

investisseurs. En gardant à l'esprit les vastes opportunités commerciales, et les risques, de la transition climatique, de nombreuses entreprises se sont engagées à atteindre la neutralité carbone (voir graphique 1). En prenant la COP26 comme catalyseur, nous l'exhortons à fixer des objectifs scientifiquement fondés, afin d'aider les investisseurs à prendre des décisions éclairées sur les trajectoires des entreprises. L'action politique peut contribuer à augmenter la pression et à créer un cercle vertueux, comme ce fut le cas pour les véhicules électriques. Les forces du marché jouent un rôle prépondérant dans leur adoption: selon une étude de Bloomberg, grâce à la chute du prix des batteries, les coûts pourraient atteindre la parité avec les véhicules à essence ou diesel d'ici cinq ans. Mais les futures interdictions de vente de véhicules à essence, le financement public de la recherche et du développement et les subventions aux véhicules électriques représentent un vecteur important. Dans le secteur du charbon également, les forces du marché induisent des changements, avec l'énergie solaire désormais moins chère que le charbon. Une tendance accélérée par les restrictions imposées par les gouvernements aux émissions, à la vente de charbon et à la construction de centrales à charbon.



“ Nous pensons que l'accent doit être mis sur la réduction des émissions, la compensation visant l'élimination du carbone à long terme ”

2

Se détourner du pétrole et du gaz

L'évolution des prix du gaz et du pétrole a ébranlé les marchés, mettant en lumière les défis qui attendent l'économie mondiale pour mettre fin à sa dépendance à l'égard des combustibles fossiles, ainsi que le caractère potentiellement déstabilisant de cette transition. La résolution de ce problème est une priorité absolue pour la COP26.

La récente flambée des prix de l'énergie a été provoquée par des difficultés d'approvisionnement et une forte reprise de la demande après la pandémie. Mais une évolution structurelle est également à l'œuvre, à mesure que les pays délaissent le charbon et le pétrole au profit du gaz naturel, qui constitue une solution «de transition» plus propre vers les énergies renouvelables. Cependant, un renforcement de la dépendance au gaz dans la combinaison des sources énergétiques signifie probablement une plus grande volatilité des prix à l'avenir. Contrairement au pétrole, le marché du gaz n'est pas régi par un cartel mondial contrôlant l'offre et lissant les prix, et la mise à disposition de nouvelles réserves de gaz peut prendre des années. Ce casse-tête n'est qu'un exemple de l'ampleur du défi consistant à gérer l'évolution tectonique de la dépendance aux combustibles fossiles sans déstabiliser l'économie mondiale.

D'ici à 2050, les énergies renouvelables devraient couvrir 90% de nos besoins énergétiques, estime [l'Agence internationale de l'énergie](#)¹ (voir graphique 2). Aujourd'hui, ce sont les combustibles fossiles qui atteignent cette proportion. La suppression des subventions en faveur des combustibles fossiles est une priorité urgente pour les responsables politiques du monde entier. Selon le FMI, aucun pays ne fixe des prix de combustibles reflétant l'intégralité des coûts d'approvisionnement et environnementaux². Dans de

90%

D'ici à 2050, les énergies renouvelables devraient couvrir 90% de nos besoins énergétiques

nombreux pays, la suppression des subventions peut signifier une réorganisation de leur filet de sécurité sociale, en taxant les combustibles fossiles et en redistribuant les bénéfices aux plus vulnérables, par exemple. En Europe, les propositions visant à étendre les taxes sur le carbone se sont heurtées à l'opposition [des partis préoccupés par l'aggravation de la précarité énergétique](#). Il est vital que la COP26 soit honnête quant à l'ampleur des changements nécessaires. Nous risquons une vive réaction environnementale si les consommateurs ont l'impression qu'on leur fait payer la transition par des moyens dérobés.

Offrir des incitations tarifaires pour les nouvelles technologies constitue une autre priorité. Elle permettrait ainsi d'inciter le secteur privé à élaborer des solutions inédites. La COP26 offre l'opportunité de partager les meilleures pratiques et de conclure de nouveaux accords sur les partenariats public-privé (PPP) afin de réduire les risques pour les investisseurs et de financer la transition. Les PPP sont à même de mobiliser d'importants investissements dans les infrastructures, notamment l'hydrogène propre et le stockage de l'énergie. Les PPP sont déjà utilisés avec une certaine efficacité. En Europe du Sud-Est, le fonds «[Green for Growth](#)» accorde des prêts et des refinancements pour l'amélioration de l'efficacité énergétique des entreprises et des immeubles d'habitation.

¹ Net Zero by 2050, IEA report May 2021

² Still Not Getting Energy Prices Right: A Global Country Update of Fossil Fuel Subsidies, IMF, September 2021

³ The Power of Procurement, Cutting the federal government's carbon emissions, Clean Energy Canada, 2018



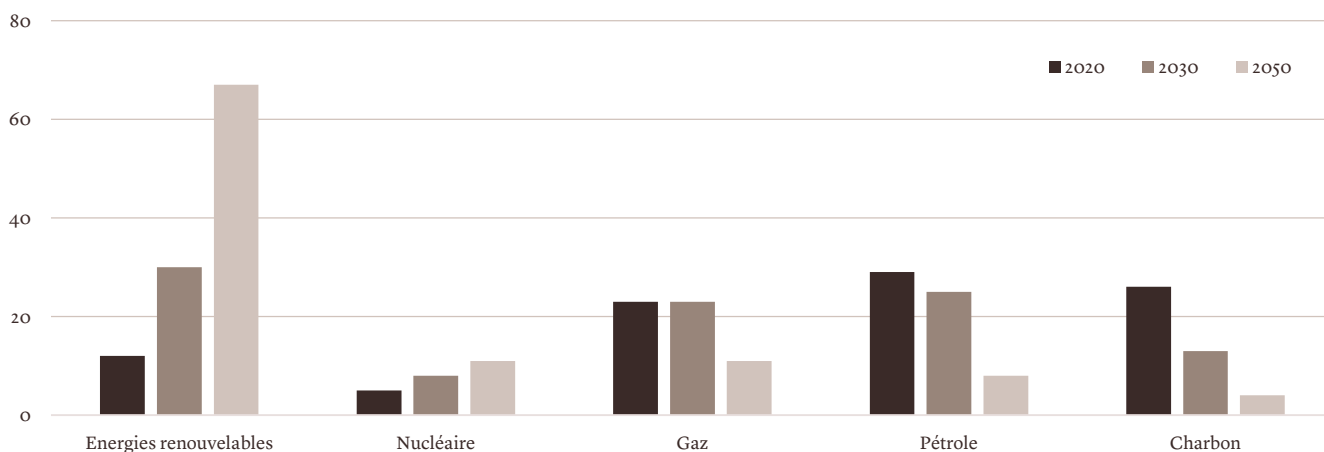
La répartition des risques entre les banques, les donateurs internationaux et les investisseurs privés permet à ces derniers d'offrir un financement relativement peu risqué qui a permis une réduction des émissions de CO₂ d'un million de tonnes à ce jour. En intégrant des critères écologiques dans les marchés publics, les gouvernements peuvent également faire office de « premiers clients » afin de soutenir l'innovation, notamment auprès des petites entreprises commercialisant des solutions d'énergie verte. La politique du Canada en matière d'approvisionnement écologique couvre désormais des dépenses équivalentes à quelque 13% du PIB du pays³.

Il est crucial qu'en plus des fournisseurs de solutions vertes, les investisseurs financent également les entreprises énergétiques en transition – un autre message clé que nous

accueillerions favorablement de la part de la COP26. Chez Lombard Odier, [nous répartissons l'univers d'investissement en quatre catégories](#): les fournisseurs de solutions « vertes », les entreprises relativement à l'abri de la transition vers la neutralité carbone, les « bûches en feu » qui ne disposent pas de stratégies pour s'attaquer à leurs émissions élevées, et enfin les « glaçons », c'est-à-dire les gros émetteurs avec un plan de décarbonisation crédible. Nous pensons qu'il faut investir dans les fournisseurs de solutions vertes. De plus, les « glaçons » joueront un rôle important dans la réalisation des objectifs de l'accord de Paris et pour refroidir les portefeuilles de nos clients. Ces entreprises seront la clé pour transformer le secteur énergétique mondial et générer de futures performances pour les investisseurs.

2. La révolution des énergies renouvelables

Evolution du mix énergétique 2020-2050



Source : Agence internationale de l'énergie

3

Les marchés du carbone

[L'envolée des prix du carbone](#) commence enfin à refléter les dommages dus aux émissions mondiales. Pourtant, alors même que les prix se rapprochent lentement des niveaux nécessaires pour stimuler la transition énergétique, la pression augmente pour les abaisser. La COP26 représente une opportunité unique pour promouvoir un prix du carbone équitable et mondial, dans le cadre d'une solution à un problème complexe et qui soit favorable au marché. Les responsables politiques doivent la saisir.

En 2021, la tarification du carbone s'est étendue et son prix a augmenté. En septembre, sous l'effet de la flambée des prix du gaz, le coût d'émission d'une tonne de CO₂ en Europe a atteint un niveau record de 64 euros, soit le double du niveau de janvier. Principal émetteur souverain au monde, la Chine [a commencé à échanger des droits d'émission de CO₂ cet été](#), lorsque les nations du G20 ont, pour la première fois, [entériné timidement le recours à des mécanismes de tarification du carbone](#)⁴. La Banque centrale européenne commence à inclure dans ses prévisions macroéconomiques des hypothèses concernant les cours du carbone. Le directeur d'Enel, la plus grande entreprise européenne de services publics, [a demandé que davantage de pays fixent un prix pour leurs émissions](#) : ils sont désormais 46 à le faire dans le monde.

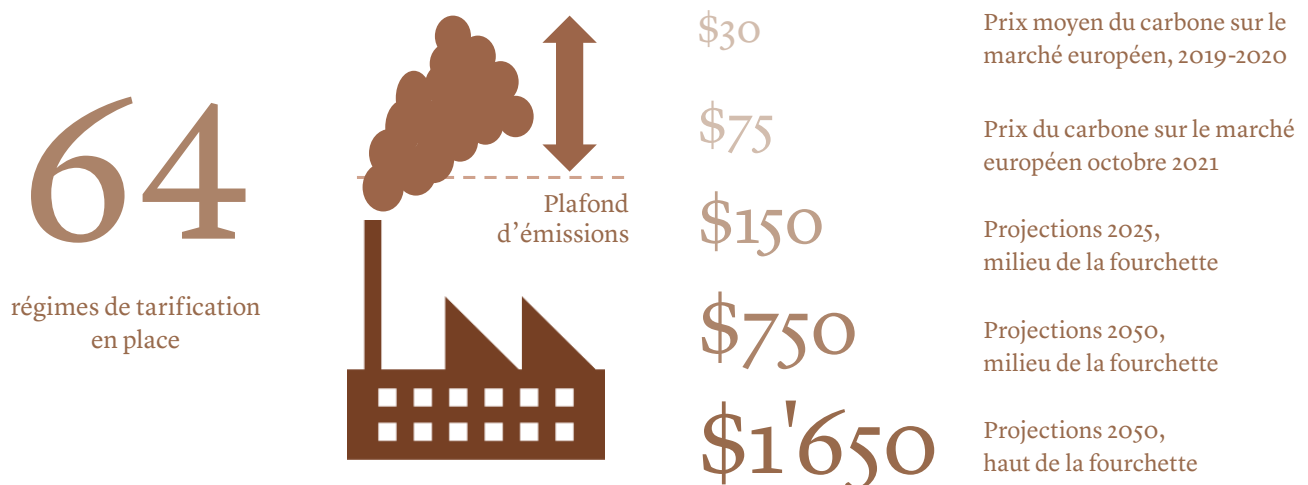
EUR 64

Prix de l'émission d'une tonne de carbone
sur le marché européen, septembre 2021

Mais ceci n'est que la partie émergée de l'iceberg. Car 80% des émissions mondiales ne sont toujours pas tarifées. Selon le FMI⁵, le prix moyen des émissions mondiales n'est que de 3 USD par tonne, alors que la Banque mondiale⁶ estime que ce prix devrait avoisiner les 100 euros pour atteindre les objectifs de l'accord de Paris. Même dans les pays qui fixent un prix pour les émissions de CO₂, de nombreux secteurs bénéficient d'exemptions généreuses, comme l'aviation en Europe ou l'agriculture en Nouvelle-Zélande. Les gouvernements peuvent intervenir sur les marchés du carbone pour faire baisser les prix s'ils sont jugés trop élevés: [le Royaume-Uni s'apprête à le faire en décembre](#). L'obstacle le plus difficile à surmonter est l'opposition du lobby des combustibles fossiles et des consommateurs préoccupés par la hausse de leurs factures. En 2014, suite à des protestations, l'Australie a abrogé une taxe sur le carbone et le mouvement des gilets jaunes en France a illustré à quel point les taxes sur les carburants divisent.

3. Marché noir

Les prix reflètent les coûts d'émission et de compensation

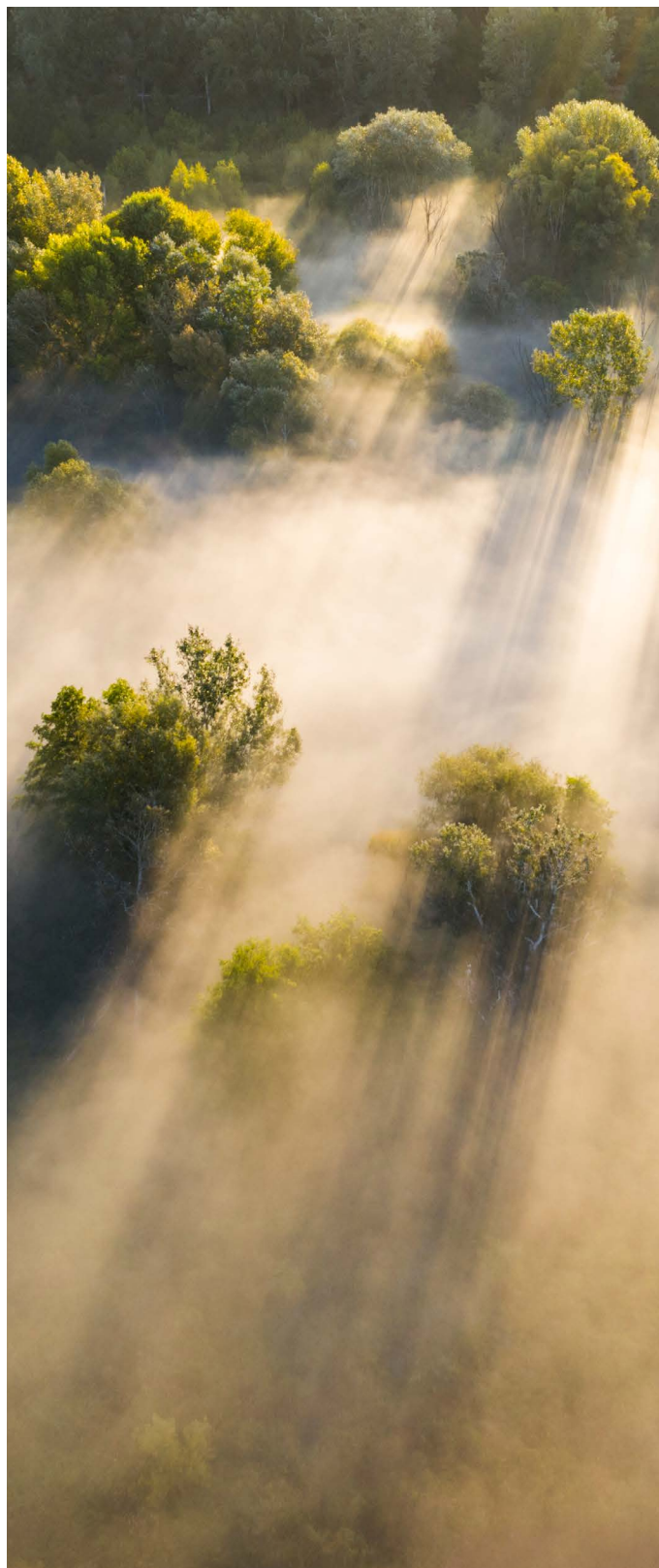


Sources: analyse LOIM, Banque mondiale, Réseau pour le verdissement du système financier

Imposer des prix suffisamment élevés pour stimuler la transition vers une économie à zéro émission nette, sans pousser les principaux émetteurs vers des pays moins réglementés (un phénomène baptisé «fuites de carbone»), ni aggraver les inégalités sociales, constitue un sérieux défi. Les responsables politiques présents à la COP26 subissent des pressions pour réaliser des progrès. Cela signifie recourir à la fois à la tarification du carbone et à des investissements dans des solutions de remplacement à faible intensité de carbone (de l'énergie aux véhicules électriques), ce qui contribuerait à faire de l'option «verte» l'option par défaut, bon marché. Là où c'est impossible, cela signifie redistribuer les profits issus des taxes sur le carbone afin de protéger les plus vulnérables.

À cet égard, l'approche de l'Union européenne est encourageante. En effet, elle prévoit d'[étendre le Système d'échange européen](#) à des secteurs tels que le transport maritime et la construction, et d'utiliser l'argent issu de la mise aux enchères des quotas d'émission pour financer des technologies à faible intensité de carbone et des bâtiments à haut rendement énergétique, ainsi que pour soulager les ménages à faibles revenus. L'UE propose également un «mécanisme d'ajustement carbone aux frontières» ou une taxe effective sur les importations en provenance de pays qui ne fixent pas de prix pour le carbone: cette mesure, critiquée par les États-Unis, est logique dans un monde en voie de décarbonisation. Si un prix du carbone équitable et mondial est l'objectif ultime, ce type de mécanisme peut s'avérer nécessaire pendant la phase de transition.

C'est pourquoi la récente proposition du FMI en faveur d'un prix minimum mondial du carbone mérite plus ample réflexion. Il s'agirait de fixer un prix plancher pour un certain nombre de grands émetteurs, avec des taux variables pour les pays «avancés», «à revenu élevé» et «à faible revenu» – l'intégralité de la proposition peut être consultée [ici](#). Cette année, des pays du monde entier ont réalisé des avancées considérables vers la fixation d'un taux minimum d'imposition des sociétés. Nous espérons que lors de la COP26, ce succès suscitera une ambition similaire pour la tarification du carbone.



⁴ G20 Third Finance Ministers and Central Bank Governors Meeting, 9-10 July 2021

⁵ Launch of IMF Staff Climate Note: A Proposal for an International Carbon Price Floor Among Large Emitters

⁶ Carbon Pricing Dashboard, World Bank



4

Mesurer la soutenabilité, combattre le greenwashing

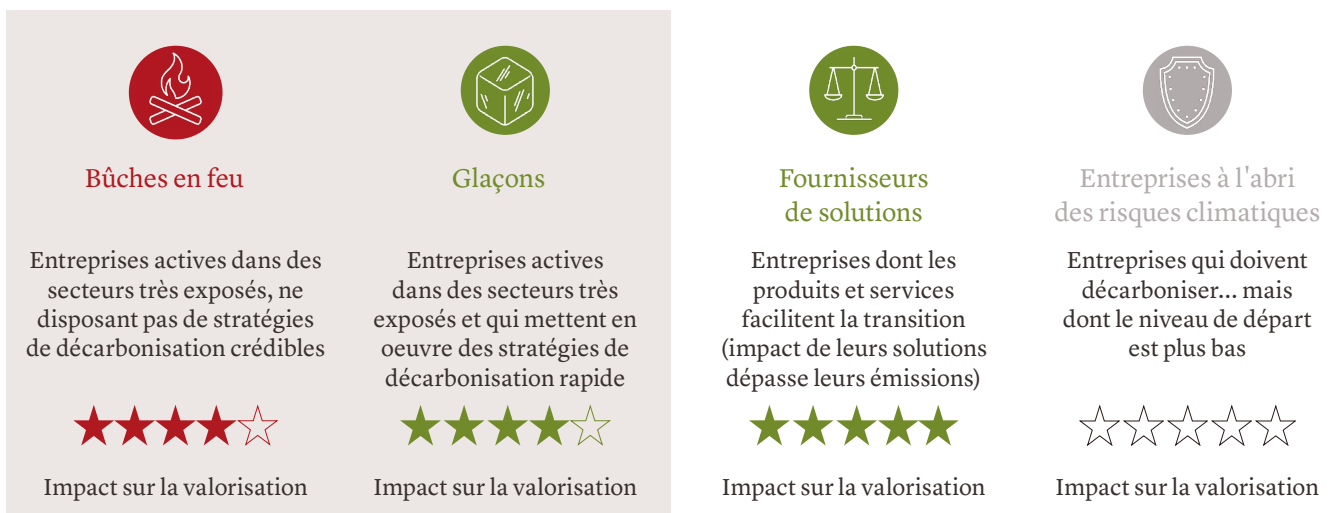
Ce qui peut être mesuré peut être géré: en matière d'investissement durable, cet adage a une résonance particulière. Plus de 3 500 institutions financières du monde entier, représentant 120 000 milliards USD de capitaux, ont signé les [Principes des Nations unies pour l'investissement responsable \(PRI\)](#). Pourtant, il n'existe pas de définition unique et globalement acceptée des investissements ou produits durables. La COP26 pourrait faire de grands progrès dans ce domaine.

Les approches traditionnelles, comme celles englobant les critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG), tendent à s'appuyer sur des données historiques. Par ailleurs, elles se concentrent sur les pratiques commerciales

des entreprises, plutôt que sur leurs modèles d'affaires. Chez Lombard Odier, [nous voulons aller plus loin](#): évaluer l'alignement futur des modèles d'affaires des entreprises sur la transition vers une économie à zéro émission nette, ainsi que l'exposition des portefeuilles de nos clients aux risques climatiques. Cela inclut les risques physiques auxquels leurs investissements peuvent être confrontés en raison de la fréquence accrue des phénomènes météorologiques extrêmes, les risques de responsabilité en raison des litiges liés aux combustibles fossiles et les risques de transition, les consommateurs portant leur attention vers des produits plus durables. Pour ce faire, nous utilisons des mesures telles que la [hausse implicite future de la température](#) des investissements, évaluée selon les normes de l'industrie et les objectifs mondiaux

4. Neutraliser les risques climatiques

Nous répartissons l'univers d'investissement en quatre catégories



Source: Lombard Odier



comme ceux de l'Accord de Paris. Nos clients peuvent s'en servir pour estimer les risques climatiques de leurs portefeuilles et réduire leur exposition.

Notre approche s'appuie sur les recommandations du Groupe de travail sur les informations financières liées au climat (TCFD Portfolio Alignment Team)⁷. Ces recommandations mettent en avant les mesures telles que les hausses de température implicites. Les grands fonds de pension basés au Royaume-Uni ont déjà l'obligation de rendre compte de ces mesures. Des progrès dans leur adoption au niveau mondial seraient un résultat important de la COP26. Plus de 50% des entreprises, encouragées par les recommandations de la TCFD, divulguent désormais les opportunités et risques relatifs au climat avec une nette augmentation de l'adhésion cette année⁸. Cette évolution a été accélérée par l'annonce de normes nationales d'information financière et par les initiatives des banques centrales. La Banque centrale européenne a ainsi discuté des possibilités de révision de son cadre de garanties et de ses opérations de politique monétaire pour s'aligner sur les objectifs climatiques. La Banque de France a effectué des tests de résistance climatique sur les banques et les assureurs début 2021, et a renforcé sa charte d'investissement responsable, notamment par des mesures d'exclusion des combustibles fossiles.

Une fois que les entreprises auront divulgué des informations claires et cohérentes sur leurs risques climatiques, les investisseurs pourront prendre des décisions en connaissance de cause. De manière contre-intuitive, nous pourrions voir des

opportunités plus attrayantes dans les secteurs actuellement fortement dépendants du carbone, tels que l'acier, le ciment et l'agriculture, où le besoin de transition est primordial, mais où les solutions sont plus difficiles à trouver. En août, l'entreprise suédoise SSAB a produit [le premier acier sans combustible fossile au monde](#) en utilisant une technologie basée sur l'hydrogène, bien avant que cela soit considéré comme possible.

L'adoption de mesures standardisées permettrait également de répondre aux accusations de « green washing » adressées aux sociétés d'investissement. Une entreprise peut avoir d'excellentes pratiques commerciales tout en restant sur la voie d'un réchauffement climatique de 3°C - un point que nombre de mesures ESG négligent. Les critères ESG obligent certains gestionnaires de fonds à catégoriser, voire à exclure des investissements sans proposer de solutions. Alors que durant le premier semestre 2021, [50% de l'ensemble des flux vers les fonds européens négociés en bourse \(ETF\) ont été investis dans des produits ESG](#), le manque de transparence et l'absence de normes communes laissent la porte grande ouverte aux critiques. La COP26 est l'occasion pour l'industrie de l'investissement d'avoir un réel impact dans ce domaine.

50%

des flux vers les ETF européens ont été investis dans des produits ESG

⁷ TCFD: [Measuring Portfolio Alignment: Assessing the position of companies and portfolios on the path to Net Zero](#)

⁸ Financial Stability Board, 2021 Status Report, TCFD

5

S'appuyer sur la nature – notre meilleure alliée vers la neutralité carbone

Les abeilles ne facturent pas leurs prestations. Peut-être le devraient-elles. La nature est la branche d'activité la plus précieuse au monde. En effet, selon le Forum économique mondial⁹, les processus naturels sous-tendent plus de 50% du PIB mondial, de l'agriculture à l'industrie lourde en passant par la santé et le tourisme. Pourtant, l'exploitation des ressources naturelles est actuellement gratuite, et la capacité de la nature à capturer les émissions de carbone est nettement moins développée que les mesures pour les réduire. La COP26 pourrait faire des progrès importants sur ces deux fronts.

Le changement climatique ne constitue que l'une des neuf « [limites planétaires](#) », que les scientifiques utilisent pour définir « un environnement opérationnel sûr » pour l'humanité, c'est-à-dire les seuils que notre espèce peut tolérer (voir graphique 5). Le climat est le domaine dans lequel nous disposons des données les plus complètes à analyser. Les autres domaines – notamment la dégradation des forêts, la surexploitation de l'eau douce et l'acidification des océans – sont tout aussi importants, mais nous ne disposons pas d'objectifs comparables à ceux de l'Accord de Paris pour y remédier. La déforestation est à elle seule responsable de 11% des émissions mondiales, soit une proportion équivalant à celle générée par l'ensemble des véhicules de tourisme de la planète¹⁰. La COP26 est une

30%

Une gestion durable des ressources naturelles pourrait contribuer pour plus de 30% à l'effort mondial de lutte contre le réchauffement climatique.

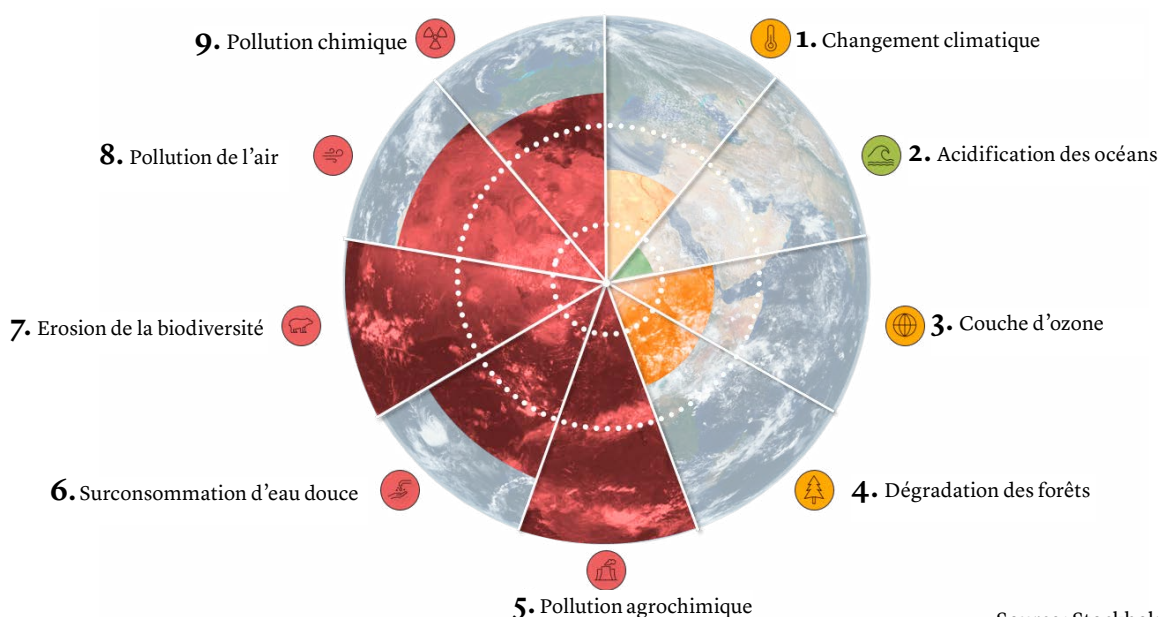
occasion unique de définir des feuilles de route et des stratégies d'investissement plus claires pour s'attaquer aux huit autres, et de progresser vers l'établissement d'un prix équitable pour l'exploitation des ressources naturelles. Les avantages d'une telle démarche dépassent de loin les coûts qu'elle génère. Selon le WWF, la protection des forêts de mangroves pourrait, à elle seule, apporter [à l'échelle mondiale des bénéfices nets estimés à 1 000 milliards USD](#) - protection contre les inondations, séquestration du carbone et habitat pour les poissons - soit dix fois plus que son coût. La réalisation d'un objectif visant à protéger 30% de ces forêts d'ici à 2030 serait un début. Les discussions de la COP26 devraient également s'appuyer sur les progrès accomplis lors de la réunion de la COP15 consacrée à la biodiversité, qui s'est tenue du 11 au 24 octobre.

⁹ Nature Risk Rising: Why the Crisis Engulfing Nature Matters for Business and the Economy, WEF, January 2020

¹⁰ Source: Conservation.org

¹¹ [The Circular Bioeconomy, Knowledge Guide](#), Center for International Forestry Research, 2020

5. Neuf limites planétaires

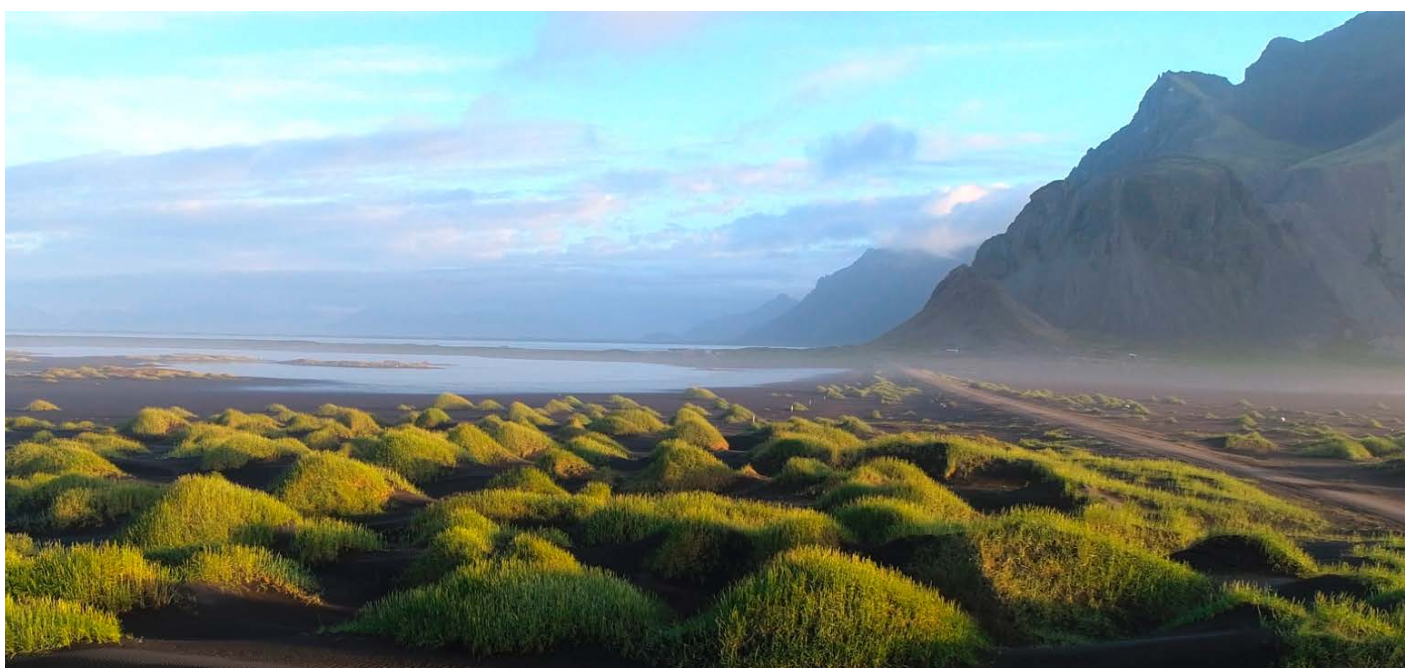


Source: Stockholm Resilience Centre

À mesure que le soutien aux politiques soucieuses de l'environnement se renforce et que le coût des technologies diminue, les opportunités d'investissement augmentent. Les investisseurs devraient se concentrer sur les entreprises qui [s'appuient sur le pouvoir de la nature](#), par exemple en recourant à des matériaux biologiques et naturels ou en pratiquant une agriculture et une sylviculture régénératrices, ainsi que les entreprises qui contribuent à la préserver grâce à une économie circulaire et moins axée sur le gaspillage. Le « Deal Vert » de l'UE adopte des mesures importantes pour lutter contre la dégradation de l'environnement et le changement climatique. La COP26 est le forum idéal pour permettre aux investisseurs et aux climatologues d'apprendre les uns des autres, et aux entreprises de mettre en lumière leurs avancées récentes à l'occasion de manifestations parallèles. La COP26 pourrait également prendre des mesures pour accroître le rôle de la nature dans la transition vers une économie à zéro émission nette. Les solutions basées sur la nature constituent le moyen le plus efficace de séquestrer le CO₂: un élément vital de la transition, du fait que même les modèles climatiques les plus optimistes ne prévoient pas de réduction des émissions à zéro d'ici 2050. Les solutions naturelles pour le climat (Natural Climate Solutions) consistent à investir et à monétiser les outils dont dispose la nature pour absorber le CO₂. Elles sont indispensables pour atteindre les objectifs ambitieux de décarbonisation formulés par l'accord de Paris. Aujourd'hui, des solutions de grande ampleur sont en cours d'élaboration.

Pour y parvenir, la COP26 réunit des acteurs incontournables comme les gouvernements, les organisations de protection de la nature et le secteur financier. Des projets prometteurs à plus petite échelle concernent la reconstitution des récifs coralliens, la préservation des forêts et des tourbières, la culture du varech et la séquestration du carbone dans le sol en plantant, après la récolte principale, des cultures vivaces ou protectrices comme le trèfle, les haricots et les pois. Outre l'élimination du carbone à grande échelle, les solutions climatiques naturelles permettent également d'empêcher les émissions liées à l'utilisation des terres et de préserver la biodiversité.

Les entreprises paient de plus en plus cher pour compenser leurs émissions sur les marchés volontaires du carbone et ces derniers peuvent déployer des capitaux pour des solutions climatiques naturelles. À mesure que celles-ci se développent et se consolident, une surveillance sera nécessaire pour garantir qu'elles se fondent sur des données scientifiques et qu'elles sont soumises à des normes et à des réglementations crédibles et transparentes. La COP26 pourrait créer une dynamique dans ce domaine, notamment par l'intermédiaire d'organisations telles que le groupe de travail [Taskforce on Scaling Voluntary Carbon Markets](#). Selon le Centre pour la recherche forestière internationale¹¹, la gestion durable des ressources naturelles pourrait contribuer pour plus de 30% à l'effort mondial de lutte contre le réchauffement climatique. La nature est notre actif le plus efficace; dans un monde à bilan carbone neutre, elle restera notre meilleure alliée.



Information importante

Le présent document de marketing a été préparé par Banque Lombard Odier & Cie SA (ci-après « Lombard Odier »). Il n'est pas destiné à être distribué, publié ou utilisé dans une juridiction où une telle distribution, publication ou utilisation serait interdite, et ne s'adresse pas aux personnes ou entités auxquelles il serait illégal d'adresser un tel document de marketing. Le présent document de marketing est fourni à titre d'information uniquement et ne saurait constituer une offre ou une recommandation de souscrire, d'acheter, de vendre ou de conserver un quelconque titre ou instrument financier. Il reflète les opinions de Lombard Odier à la date de sa publication. **Ces opinions et les informations exprimées dans le présent document de marketing ne prennent pas en compte la situation, les objectifs ou les besoins spécifiques de chaque personne. Aucune garantie n'est donnée qu'un investissement soit approprié ou convienne aux circonstances individuelles, ni qu'un investissement ou une stratégie constituent un conseil en investissement personnalisé pour un investisseur.** Chaque investisseur doit prendre ses propres décisions indépendantes concernant les titres ou instruments financiers mentionnés dans le présent document de marketing. Le traitement fiscal dépend de la situation individuelle de chaque client et est susceptible d'évoluer avec le temps. Lombard Odier ne fournit pas de conseils fiscaux. Il vous incombe par conséquent de vérifier les informations susmentionnées et toutes les autres informations fournies dans les documents de marketing ou de consulter vos conseillers fiscaux externes à cet égard. Les informations et les analyses contenues dans le présent document de marketing sont basées sur des sources considérées comme fiables. Lombard Odier fait tout son possible pour garantir l'actualité, l'exactitude, l'exhaustivité desdites informations. Néanmoins, toutes les informations, opinions et indications de prix peuvent être modifiées sans préavis. **Tout investissement est exposé à une diversité de risques.** Avant d'effectuer une quelconque transaction, il est conseillé à l'investisseur de vérifier minutieusement si elle est adaptée à sa situation personnelle et, si nécessaire, d'obtenir un avis professionnel indépendant quant aux risques et aux conséquences juridiques, réglementaires, fiscales, comptables ainsi qu'en matière de crédit. Les investissements mentionnés dans ce document de marketing peuvent comporter des risques qu'il est difficile d'évaluer et d'intégrer dans une évaluation des investissements. En général, les produits tels que les actions, les obligations, les prêts de titres, les devises et les instruments du marché monétaire recèlent des risques qui sont plus élevés dans le cas de dérivés, de produits structurés et de produits de private equity; ils s'adressent uniquement à des investisseurs à même de comprendre leur nature et leurs caractéristiques et d'assumer les risques y afférents. Sur demande, Lombard Odier se tient à la disposition des investisseurs pour leur fournir des informations plus détaillées sur les risques associés à des instruments donnés. **Les performances passées n'offrent aucune garantie quant aux résultats courants ou futurs et il se peut que l'investisseur récupère un montant inférieur à celui initialement investi.** La valeur de tout investissement dans une monnaie autre que la monnaie de base d'un portefeuille est exposée au risque de change. Les taux peuvent varier et affecter défavorablement la valeur de l'investissement quand ce dernier est réalisé et converti dans la monnaie de base de l'investisseur. La liquidité d'un investissement dépend de l'offre et de la demande. Certains produits peuvent ne pas disposer d'un marché secondaire bien établi où s'avérer difficiles à valoriser dans des conditions de marché extrêmes, ce qui peut se traduire par une volatilité de leur cours et rendre difficile la détermination d'un prix pour la vente de l'actif. **Le présent document de marketing n'est pas publié par l'unité organisationnelle de la Banque Lombard Odier & Cie SA responsable de la production de la recherche financière,** conformément aux Directives visant à garantir l'indépendance de l'analyse financière de l'Association suisse des banquiers. Par conséquent, il n'est pas en conformité avec les Directives visant à garantir l'indépendance de l'analyse financière de l'Association suisse des banquiers, ni avec toute autre exigence légale destinée à promouvoir l'indépendance de la recherche en investissements. Les opinions exprimées dans le présent document de marketing peuvent différer de celles exprimées par d'autres départements de Lombard Odier, dont le département de Recherche de la Banque Lombard Odier & Cie SA. Néanmoins, si le présent document contient des opinions émises par des analystes financiers du Département Recherche, ces derniers attestent que l'ensemble de leurs opinions reflètent pleinement leur avis personnel sur chacun des instruments. Afin de garantir leur indépendance, il est expressément interdit aux analystes financiers de détenir des titres inclus dans l'univers de recherche qu'ils couvrent. Lombard Odier peut détenir des positions dans des titres mentionnés dans le présent document de marketing pour le compte et au nom de ses clients et/ou ces titres peuvent être inclus dans les portefeuilles des fonds de placement gérés par Lombard Odier ou des sociétés affiliées du Groupe. Lombard Odier reconnaît que des conflits d'intérêts peuvent exister du fait de la distribution d'instruments ou produits financiers émis et/ou gérés par des entités appartenant au Groupe Lombard Odier. Par conséquent, Lombard Odier met en œuvre toutes les mesures raisonnables permettant d'identifier les conflits d'intérêts, et maintient et applique des contrôles efficaces concernant ces conflits d'intérêts.

Membres de l'UE: La publication du présent document de marketing a été approuvée pour utilisation par Lombard Odier (Europe) S.A. au Luxembourg et de chacune de ses succursales opérant dans les territoires suivants: **Belgique:** Lombard Odier (Europe) S.A. Luxembourg · Succursale de Belgique; **France:** Lombard Odier (Europe) S.A. · Succursale en France; **Italie:** Lombard Odier (Europe) S.A. · Succursale in Italia; **Espagne:** Lombard Odier (Europe) S.A. · Sucursal en España. Lombard Odier (Europe) S.A. est un établissement de crédit agréé et sous la surveillance de la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF) au Luxembourg. Par ailleurs, la publication du présent document de marketing a également été approuvée pour utilisation par l'entité suivante domiciliée au sein de l'Union européenne: **Espagne:** Lombard Odier Gestión (España) SGIIC., S.A., une société de gestion d'investissements agréée et réglementée par la Comisión Nacional del Mercado de Valores (CNMV), Espagne.

Hong Kong: Le présent document de marketing a été approuvé pour utilisation par Lombard Odier (Hong Kong) Limited, une entité agréée et dont les activités sont soumises à la réglementation et à la surveillance de la Securities and Futures Commission de Hong Kong, pour fournir des informations générales aux investisseurs professionnels et à d'autres personnes, conformément à la Securities and Futures Ordinance (chapitre 571) des lois de Hong Kong.

Singapour: Le présent document de marketing a été approuvé pour utilisation par Lombard Odier (Singapore) Ltd à des fins d'information générale des investisseurs accrédités et d'autres personnes conformément aux conditions des articles 275 et 305 de la Securities and Futures Act (chapitre 289). Les destinataires se trouvant à Singapour devraient prendre contact avec Lombard Odier (Singapore) Ltd, un conseiller financier exempté en vertu du Financial Advisers Act (chapitre 110) et une banque d'affaires soumise à la réglementation et à la surveillance de la Monetary Authority of Singapore, pour toute question découlant du présent document de marketing ou en lien avec ce dernier. Les destinataires du présent document de marketing déclarent et confirment qu'ils sont des investisseurs accrédités ou des personnes autorisées au sens du Securities and Futures Act (chapitre 289). Cette annonce n'a pas été révisée par la Monetary Authority of Singapore.

Panama: Le présent document de marketing a été approuvé pour utilisation au Panama par Lombard Odier (Panamá) Inc., une entité autorisée par la Superintendencia del Mercado de Valores de Panamá. Titulaire d'une licence de conseiller en investissement. Res. SMV No.528-2013.

Israël: Le présent document de marketing a été approuvé pour utilisation en Israël par l'Israel Representative Office de la Banque Lombard Odier & Cie SA, une entité non supervisée par l'autorité de contrôle des banques dans la Banque d'Israël, mais par l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers qui supervise les activités de la Banque Lombard Odier & Cie SA.

Afrique du Sud: Le présent document de marketing a été approuvé pour utilisation en Afrique du Sud par le South Africa Representative Office de la Banque Lombard Odier & Cie SA, un prestataire de services financiers agréé sous le numéro 48505.

Suisse: Le présent document de marketing a été approuvé pour utilisation en Suisse par Banque Lombard Odier & Cie SA Genève, une banque et maison de titres soumise à la réglementation de l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA).

Royaume-Uni: Le présent document de marketing a été approuvé pour utilisation au Royaume-Uni par Lombard Odier (Europe) S.A. – UK Branch, une banque soumise à la réglementation et à la surveillance de la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF) au Luxembourg et autorisée au Royaume-Uni par la Prudential Regulation Authority (PRA). Soumise à la réglementation par la Financial Conduct Authority (FCA) et à une réglementation limitée par la Prudential Regulation Authority. Numéro de référence d'établissement de services financiers 597896. **Vous pouvez obtenir, sur demande, auprès de notre banque plus de détails sur la portée de notre agrément et de notre réglementation par la Prudential Regulation Authority ainsi que sur la réglementation par la Financial Conduct Authority.**

Etats-Unis: ni ce document ni aucune copie de ce dernier ne peuvent être envoyés, emmenés, distribués ou remis aux Etats-Unis d'Amérique ou dans un de leurs territoires, possessions ou zones soumises à leur juridiction, ni à une Personne américaine ou dans l'intérêt d'une telle personne. A cet effet, le terme "US-Person" désigne tout citoyen, ressortissant ou résident des Etats-Unis d'Amérique, tout partenariat organisé ou existant dans un Etat, territoire ou possession des Etats-Unis d'Amérique, toute société soumise au droit des Etats-Unis d'Amérique ou d'un Etat, territoire ou possession des Etats-Unis d'Amérique, ou toute propriété ou tout trust soumis à l'impôt fédéral des Etats-Unis d'Amérique quelle que soit la source de ses revenus. Le présent document de marketing ne peut être reproduit (en totalité ou en partie), transmis, modifié ou utilisé à des fins publiques ou commerciales sans l'autorisation écrite et préalable de Lombard Odier.

Protection des données: Il se peut que vous receviez cette communication parce que vous nous avez fourni vos coordonnées. Si tel est le cas, veuillez noter que nous sommes susceptibles de traiter vos données à caractère personnel à des fins de marketing direct. Si vous souhaitez vous opposer à ce traitement, veuillez vous adresser au responsable de la protection des données du Groupe: Banque Lombard Odier & Cie SA, Group Data Protection Officer, 11, Rue de la Corraterie, 1204 Genève, Suisse. E-mail: group-dataprotection@lombardodier.com. Pour de plus amples informations sur la politique de protection des données de Lombard Odier, veuillez consulter le site www.lombardodier.com/privacy-policy.

© 2021 Banque Lombard Odier & Cie SA – Tous droits réservés - Réf. LOCH/LOESA/LOASIA-MWNP-en-012021.

SUISSE

GENÈVE

Banque Lombard Odier & Cie SA¹

Rue de la Corraiterie 11 · 1204 Genève · Suisse
geneve@lombardodier.com

Lombard Odier Asset Management (Switzerland) SA

Avenue des Morgines 6 · 1213 Petit-Lancy · Suisse
Support-Client-LOIM@lombardodier.com
Société de direction régulée par la FINMA.

FRIBOURG

Banque Lombard Odier & Cie SA · Bureau de Fribourg¹

Rue de la Banque 3 · 1700 Fribourg · Suisse
fribourg@lombardodier.com

LAUSANNE

Banque Lombard Odier & Cie SA¹

Place St-François 11 · 1003 Lausanne · Suisse
lausanne@lombardodier.com

VEVEY

Banque Lombard Odier & Cie SA · Agence de Vevey¹

Rue Jean-Jacques Rousseau 5 · 1800 Vevey · Suisse
vevey@lombardodier.com

ZURICH

Banque Lombard Odier & Cie SA¹

Uto Schloss · Utoquai 29-31 · 8008 Zürich · Schweiz
zurich@lombardodier.com

EUROPE

BRUXELLES

Lombard Odier (Europe) S.A. Luxembourg · Succursale de Belgique²

Avenue Louise 81 · Boîte 12 · 1050 Bruxelles · Belgique
bruxelles@lombardodier.com

Un établissement de crédit en Belgique soumis à la surveillance de la Banque nationale de Belgique (BNB) et par l'Autorité des services et marchés financiers (FSMA).

LONDRES

Lombard Odier (Europe) S.A. · UK Branch²

Queensberry House · 3 Old Burlington Street · London W1S 3AB · United Kingdom · london@lombardodier.com

La banque est autorisée au Royaume-Uni par la Prudential Regulation Authority (PRA). Soumise à la réglementation par la Financial Conduct Authority (FCA) et à une réglementation limitée par la Prudential Regulation Authority. Numéro de référence d'établissement de services financiers 597896. Sur demande, vous pouvez obtenir auprès de notre banque de plus amples informations sur la portée de notre autorisation et de notre réglementation par la Prudential Regulation Authority ainsi que sur la réglementation par la Financial Conduct Authority.

Lombard Odier Asset Management (Europe) Limited

Queensberry House · 3 Old Burlington Street · London W1S 3AB · United Kingdom · london@lombardodier.com

Société d'investissement soumise à la réglementation et à la surveillance de la Financial Conduct Authority (registre de la FCA n° 515393).

LUXEMBOURG

Lombard Odier (Europe) S.A.

291, route d'Arlon · 1150 Luxembourg · Luxembourg
luxembourg@lombardodier.com

Etablissement de crédit agréé et sous la surveillance de la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF) au Luxembourg.

Lombard Odier Funds (Europe) S.A.

291, route d'Arlon · 1150 Luxembourg · Luxembourg
luxembourg@lombardodier.com

¹ Banque privée et maison de titres soumise à la surveillance de l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA).

² Succursale de Lombard Odier (Europe) S.A., un établissement de crédit basé au Luxembourg et autorisé par la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF) au Luxembourg.

MADRID

Lombard Odier (Europe) S.A. · Sucursal en España²

Paseo de la Castellana 66 · 4^o Pl. · 28046 Madrid ·

España

madrid@lombardodier.com

Etablissement de crédit supervisé en Espagne par Banco de España et la Comisión Nacional del Mercado de Valores (CNMV).

Lombard Odier Gestión (España) S.G.I.I.C, S.A.U

Paseo de la Castellana 66 · 4^o Pl. · 28046 Madrid ·

España

madrid@lombardodier.com

Société de gestion soumise à la surveillance de la Comisión Nacional del Mercado de Valores (CNMV).

MILAN

Lombard Odier (Europe) S.A. · Succursale in Italia²

Via Santa Margherita 6 · 20121 Milano · Italia

milano-cp@lombardodier.com

Un établissement de crédit en Italie soumis à la surveillance de la Commissione Nazionale per le Società e la Borsa (CONSOB) et la Banca d'Italia.

MOSCOU

Bank Lombard Odier & Co Ltd · Representative Office Moscow

Letnikovskaya st.2, bld.1 · 115114 · Moscow · Russian

Federation · moscow@lombardodier.com

Placé sous l'autorité de surveillance de la Banque centrale de la Fédération de Russie.

PARIS

Lombard Odier (Europe) S.A. · Succursale en France²

8, rue Royale · 75008 Paris · France · RCS PARIS

B 803 905 157 · paris@lombardodier.com.

Etablissement de crédit dont les activités en France sont soumises à la surveillance de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) et de l'Autorité des marchés financiers (AMF) pour ses activités de services d'investissement. Autorisation d'établissement n° 23/12 – Succursale enregistrée au Luxembourg sous le n° B169 907. Intermédiaire en assurance agréé par le Commissariat aux Assurances (CAA) n° 2014 CM002. L'immatriculation auprès du CAA peut être contrôlée sur www.orias.fr.

AFRIQUE | AMERIQUES | MOYEN-ORIENT

ABU-DHABI

Bank Lombard Odier & Co Ltd · Abu Dhabi Global Market Branch

Al Maryah Island · Abu Dhabi Global Market Square ·

Al Khatem Tower · 8th floor · P.O. Box 764646 ·

Abu Dhabi · UAE · abudhabi@lombardodier.com

Etablissement d'offres en investissement · Conseil en investissement ou en crédit · Octroi de crédits. Règlementé par l'Autorité de réglementation des services financiers de l'ADGM.

BERMUDES

Lombard Odier Trust (Bermuda) Limited

3rd Floor, Victoria Place · 31 Victoria Street · Hamilton

HM 10 · Bermuda · bermuda@lombardodier.com

Autorisée à exercer des activités de Trust, d'investissement et de services aux entreprises par la Bermuda Monetary Authority (BMA).

BRESIL

Lombard Odier (Brasil) Consultoria de Valores Mobiliários Ltda.

Avenida 9 de Julho No. 3624, Torre DGN 360, 6^o andar ·

Jardim Paulista · CEP 01406-000 · São Paulo · Brasil

sao.paulo.office@lombardodier.com

Etablissement supervisé par Comissão de Valores Mobiliários of Brazil.

DUBAÏ

Bank Lombard Odier & Co Ltd · Representative Office Dubai

Conrad Business Tower · 12th Floor · Sheikh Zayed

Road · P.O. Box 212240 · Dubai · UAE

dubai@lombardodier.com

Placé sous l'autorité de surveillance de la Banque centrale des Emirats arabes unis.

ISRAËL

Israel Representative Office · Bank Lombard Odier & Co Ltd

Alrov Tower 11th floor · 46 Rothschild Blvd. · Tel Aviv

6688312 · Israel · telaviv@lombardodier.com

Etablissement non supervisé par l'autorité de contrôle des banques dans la Banque d'Israël, mais par l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers qui supervise les activités de la Banque Lombard Odier & Cie SA.

JOHANNESBURG

South Africa Representative Office · Bank Lombard Odier & Co Ltd

4 Sandown Valley Crescent · Sandton · Johannesburg

2196 · South Africa · johannesburg@lombardodier.com

Prestataire de services financiers agréé sous le numéro 48505.

NASSAU

Lombard Odier & Cie (Bahamas) Limited

Lyford Cay House · Western Road · P.O. Box N-4938 ·

Nassau · Bahamas

nassau@lombardodier.com

Soumise à la surveillance de la Banque centrale des Bahamas et la Securities Commission of the Bahamas.

PANAMA

Lombard Odier & Cie (Bahamas) Limited · Representative Office in Panama

Oceania Business Plaza Torre 2000 · Oficina 38-D ·

Bldv. Pacifica · Urb. Punta Pacifica · Corregimiento de

San Francisco · Panamá · panama@lombardodier.com

Soumise à la surveillance de la Banque centrale des Bahamas et de la Superintendencia de Bancos de Panamá.

Lombard Odier (Panama) Inc.

Oceania Business Plaza Torre 2000 · Oficina 38-D ·

Bldv. Pacifica · Urb. Punta Pacifica · Corregimiento de

San Francisco · Panamá · panama@lombardodier.com

Soumise à la surveillance de la Superintendencia del Mercado de valores de Panamá. Titulaire d'une licence de conseiller en investissement. Res. SMV No.528-2013.

ASIE - PACIFIQUE

HONG KONG

Lombard Odier (Hong Kong) Limited

3901, Two Exchange Square · 8 Connaught Place ·

Central · Hong Kong · hongkong@lombardodier.com

Une entité agréée dont les activités sont soumises à la

réglementation et à la surveillance de la Securities and

Futures Commission de Hong Kong.

SINGAPOUR

Lombard Odier (Singapore) Ltd.

9 Raffles Place · Republic Plaza #46-02 · Singapore

048619 · singapore@lombardodier.com

Une banque d'affaires soumise à la réglementation et à la surveillance de la Monetary Authority de Singapour.

TOKYO

Lombard Odier Trust (Japan) Limited

Izum Garden Tower 41F · 1-6-1 Roppongi, Minato-ku ·

Tokyo 106-6041 · Japan · tokyo@lombardodier.com

Soumis à la réglementation et à la surveillance de la

Financial Services Agency du Japon. Titulaire d'une licence

d'exploitation fiduciaire (FSA n° 208) et enregistré auprès

du Kanto Local Finance Bureau for Financial Product

Transactors (n° 470).